TION

L'ABEILLE.

PAUL BULLET MAIGNE & Cie.
Nouvel Rue Chartres.

[illegible] $12 l'année payable d'avance
[illegible] $10 à [illegible]

NOUVELLE-ORLEANS,
SAMEDI MATIN, 12 NOVEMBRE 1842.

Pour le Président des Etats-Unis,
HENRY CLAY.

CLAY CLUB.

Les membres du Club Clayiste, sont invités à se réunir dans la nouvelle salle ainsi à l'encognure de la rue de la Bourse et Exchange Place jeudi soir, à 6 heures et demie.

Ce rassemblement est fait pour leur donner l'occasion de recevoir les Arrangements nécessaires à la réception de M. Clay et qu'on y traitera d'affaires d'importance.

Par ordre du Président.

GEO. C. LAWRASON, } Secrétaires.
W. E. DELAVIGNE, }

La malle d'aujourd'hui, par laquelle nous avons appris l'arrivée du *Caledonia* à Boston, ne nous a apporté ni journaux français, ni journaux anglais, ni journaux du Nord contenant les nouvelles, sauf un extrait presque insignifiant du *Herald* de New York, qui nous a heureusement notre correspondance particulière d'Europe est arrivée régulièrement et nous met à même de donner à nos lecteurs un aperçu général de l'Europe dans la première quinzaine d'octobre; aperçu encore plus complet sera fondu par la *Chronique politique*.

La *Revue des Deux Mondes*, que nous avons sous la main. Nous n'avons donc presque pas à regretter l'absence momentanée de nos derniers correspondants, d'autant que le paquebot la *Ville de Lyon* a apporté une liasse du *Constitutionnel* jusqu'au 5 octobre. Nous en extrayons les détails relatifs aux combats livrés aux Arabes, par le général Changarnier. Le résultat de ces combats a été en général mal apprécié par la presse anglaise, que la presse de ce pays a eu en général le tort de reproduire sans contrôle.

COUR DU RECORDER—1ère. Municipalité.

Le Recorder, ainsi qu'il l'avait annoncé, a rendu hier sa décision dans l'affaire de MM. E. A. Canon et Octave de Armas. Nous en donnons cependant la substance.

Dans cette Recorder—Dans cette affaire il résulte des dépositions comparées des témoins entendus, ainsi que de celles des parties elles-mêmes, savoir M. Canon dans sa déposition sous serment, et M. Octave de Armas dans son aveu volontaire, que le 30 octobre dernier, dans la matinée, lundi que M. Canon était Président du Conseil des Marguilliers, se trouvait dans le chœur de l'Eglise Catholique de St. Louis, il fut assailli et frappé par M. Octave de Armas, et cela sans provocation aucune, sans un mot, sans aucun avertissement de la part de M. Canon.

Il paraît aussi possible que l'accusé, qui d'après la déposition de M. Canon lui-même, avait toujours montré un caractère irritable et colérique, se soit porté à ce coup, dans le chœur de l'église et sans respect pour la sainteté du lieu, sans égard pour la présence du Dieu et les terribles conséquences de la colère pouvaient par l'assistance, se soit, disons-nous, livré à une insulte violente et sans exemple! Cependant, dans des positions différentes d'un des motifs qui peuvent passer l'accusé, M. Octave de Armas a dit qu'il *appuya sur les accusations portées contre lui par les deux marguilliers qui étaient présents, et qu'il avait toujours cru que ces accusations étaient calomnieuses et injurieuses*, et cet aveu non contrebalancé par M. Martinez et Canon, il paraît évident que M. Octave de Armas a dit avant et pour quelques années, mais qui *n'est pas moins* [illegible] *et qu'il avait* [illegible] M. Maenhaut, le curé, lorsqu'il a été interrogé sur la teneur de M. Canon dans l'église, a répondu qu'il *n'y a rien eu d'extraordinaire, et qu'il n'a vu aucune insulte entre les deux marguilliers*. M. Martinez et Canon, dans leur